

L'agenda économique islamiste : un test dur mais réel

Ibrahim Saif

Les islamistes ne veulent pas de changement radical; ils pensent qu'ils seront capables de mieux gérer l'économie en cherchant des politiques de bonne gouvernance

Ils donnent tous priorité à des considérations éthiques et morales, en considérant l'économie comme faisant partie d'un ordre islamique plus vaste

Aucun parti n'a réussi à présenter des programmes globaux et intégrés qui puissent réellement transformer les économies de ces pays

Le Printemps, le Réveil ou le Soulèvement arabe, peu importe comment on l'appelle, était rempli d'espoirs et de promesses. D'espoirs parce que quelques pays sont déjà en train de s'éloigner du passé en espérant ne pas revenir aux régimes totalitaires. Des promesses faites par les nouveaux acteurs politiques émergents que la justice sociale sera au cœur de leurs programmes et qu'ils lutteront contre la corruption, qu'ils favoriseront un État de droit et augmenteront la participation aux processus de décisions. Pour la première fois, les citoyens pourront se faire entendre. Et, donc, qui mérite le plus cette voix que les groupes qui ont travaillé dans l'ombre pour promouvoir ces bonnes valeurs ?

Comme tels, les groupes islamistes se sont préparés pour remporter le vote de confiance dans des élections justes. Ils ont travaillé sur le terrain, en construisant des réseaux sociaux, comme s'ils savaient que leur moment était sur le point d'arriver. Il va sans dire que l'échec du régime « laïque » pour créer une société prospère et l'« état défaillant » dans beaucoup d'aspects ont favorisé le succès de la philanthropie islamique comme une alternative plus viable pour changer les choses et améliorer les conditions de vie des citoyens.

Pendant des décennies, les islamistes dépendaient de leur attrait idéologique et de leur réseau de services sociaux caritatifs dans des domaines comme la santé, l'éducation et le bien-être social. Étant donné que la qualité des services publics offerts par les gouvernements

n'était pas bonne, les islamistes ont renforcé leur image par rapport à celle de l'État en les fournissant. Cependant, comme acteurs principaux des nouveaux gouvernements, leur popularité était en partie liée au succès ou à l'échec obtenu par rapport à la croissance économique et les services publics.

Trois partis islamistes – Ennahda en Tunisie, le Parti Liberté et Justice (PLJ) des Frères musulmans (FM) en Égypte et le Parti de la Justice et du Développement (PJD) au Maroc – ont remporté de grandes majorités dans leurs parlements nationaux. La question clé est de savoir quel est le cadre conceptuel régissant le comportement de ces gouvernements et comment ont-ils agi dans la pratique.

Chacun de ces partis a présenté des politiques pour relever les grands défis économiques de leurs pays. Leurs propositions, bien qu'ambitieuses, étaient loin d'être révolutionnaires, et leurs programmes variaient au niveau du détail et de la sophistication. Les partis sont, en général, assez pragmatiques, en affirmant que le système économique de base sera le même, tout en recherchant à améliorer radicalement la gestion des affaires économiques.

Cadre conceptuel

Au niveau conceptuel, le comportement islamique concernant l'économie n'est pas régi par une philosophie commune claire.

On peut rencontrer certaines différences dans les programmes économiques des partis islamistes en Tunisie, en Égypte, au Maroc, voire même en Turquie et en Jordanie où ils gouvernent.

Bien qu'il n'y ait pas de références officielles reconnues sur la philosophie économique des FM, il existe cependant des références de certains leaders ou des sympathisants des Frères qui s'occupent de ce thème. Ils définissent la position islamiste au centre des principales écoles de la pensée politique, en particulier le socialisme et le capitalisme, et ils éclaircissent les caractéristiques fondamentales de l'économie islamique.

Le premier de ces ouvrages est celui du fondateur des FM, Iman Hasan al Banna, qui a classé les principes économiques de l'organisation suivant de points englobant l'approbation des revenus licites, en les décrivant comme « les fondements de la vie elle-même » ; en déclarant l'inviolabilité de la propriété privée ; en affirmant la nécessité de réduire les écarts entre les classes sociales ; en soutenant le réseau de sécurité sociale pour tous les citoyens ; en rendant responsable l'État de parvenir à « l'équilibre social » ; en interdisant l'exploitation de l'influence politique pour de futurs intérêts économiques privés ; et en interdisant les revenus illicites. Al Banna n'entre pas dans les détails de la politique économique, mais il indique que ces principes doivent guider la pensée islamique (*The collected Letters of Hasan al Banna*, lettres publiées par l'Islamic Printing Institute de Beyrouth en arabe).

Chaque communauté (pays) fixera les détails en fonction de ses circonstances, pourvu que l'essence du message d'Al Banna soit préservée. Malgré une apparente variété, il y a donc des liens communs entremêlés dans l'agenda économique. Ils donnent tous priorité à des considérations éthiques et morales, en considérant l'économie comme faisant partie d'un ordre islamique plus vaste, avec un rapport réciproque entre cette vie et la suivante, entre les devoirs et les textes religieux dans une main et les différents concepts économiques dans l'autre. Ils plaident aussi pour des finances islamiques au lieu de la pratique bancaire traditionnelle.

Ce sont-là les directives générales qui jettent les bases de l'agenda économique adopté par les partis politiques dans les pays arabes où se sont déroulées des élections. Cet agenda a évolué autour des thèmes suivants : le rôle de l'État et ses rapports avec le secteur privé, l'État de droit et la corruption, la politique fiscale et le système financier, les relations avec les institutions internationales et leur influence dans les relations commerciales internationales.

Les islamistes ne proposent pas de changement radical politique dans aucun de ces domaines ; ils parient qu'ils seront capables de mieux gérer l'économie que les régimes antérieurs, en recherchant des politiques de bonne gouvernance, en combattant la corruption et en mettant la justice sociale au cœur du processus de développement économique. Sur le papier, leurs idées semblent être dans la ligne du mouvement principal de la pensée internationale.

En ce qui concerne le rôle de l'État, les partis islamiques se rapprochent des économistes keynésiens ; ils donnent un grand rôle à l'État pour l'investissement public et la prestation de services, en général. L'une des polémiques est de savoir où termine le rôle de l'État et où commence celui du secteur privé. Dans un même ordre d'idées se trouve le type de politiques fiscales à adopter. Par exemple, tandis que le PLJ en Égypte défend un système d'imposition progressif parce qu'il aide à réduire l'écart entre les riches et les pauvres, le Maroc et la Tunisie préconisent un système d'imposition unique pour favoriser l'invest-

tissement, par l'intermédiaire duquel on peut parvenir à une justice sociale. Ces différences sont le reflet des relations commerciales et de l'influence du secteur privé dans le processus d'élaboration des politiques. Elles reflètent aussi les réalités socio-économiques et comment s'établissent les priorités, en réponse aux « politiques de la rue ».

Malgré le manque de précision de leurs positions sur le rôle de l'État, ils ne réclament pas de politiques radicales, comme la nationalisation des industries ou la renationalisation d'entreprises publiques privatisées et ils font preuve de respect à l'égard du droit à la propriété privée. Tous les partis accueillent chaleureusement la collaboration avec le secteur privé pour mettre en œuvre leurs projets, en particulier ceux qui se rapportent aux services publics et aux infrastructures.

En ce qui concerne la lutte contre la corruption et l'État de droit, les partis islamiques sont tout à fait d'accord avec la nécessité de combattre la corruption, de renforcer les bases de la bonne gouvernance, de faire disparaître le gaspillage économique et de financer et promulguer des politiques socialement justes. Ils démontrent tous leur implication dans des accords économiques internationaux qui, dans le cas du Maroc et de la Tunisie, sont axés sur leurs relations avec l'Europe.

Certains pays, comme le Maroc, sont disposés à utiliser des indicateurs internationaux, comme le Forum Économique mondial ou la Transparence internationale, pour mesurer leur engagement dans la lutte contre la corruption et renforcer l'État de droit. Bien qu'ils préfèrent des outils islamiques pour leurs finances, ils acceptent tous l'idée de disposer d'un système parallèle, dans lequel la banque islamique et la banque traditionnelle puissent cohabiter et fonctionner ensemble.

Aucun parti islamiste n'a de problèmes avec les organisations internationales comme le FMI, la BM ou l'OMC. Dans leurs agendas, ils promettent de respecter les accords internationaux, en affirmant qu'ils les utiliseront pour améliorer la situation de leurs pays. La dernière négociation entre le FMI et l'Égypte pour garantir

un prêt de 4,8 milliards va dans ce sens. Ils peuvent ainsi soutenir que l'idéologie n'a rien à voir avec le fait de traiter avec la communauté internationale.

Lacunes... politiques

Malgré une apparente transparence de l'agenda économique islamique, il y a des domaines qui sont encore vagues. Par exemple, ils promettent d'appuyer les entreprises locales, surtout les petites et moyennes, mais leurs politiques sur les grandes sont encore ambiguës.

Il existe encore des lacunes politiques, concrètement dans trois domaines : le rôle de l'État dans l'économie, quelles seront ses priorités étant donné le temps et les ressources limitées, et le calendrier selon lequel ils s'engagent à présenter au public des résultats économiques. Et, surtout, qu'aucun parti ne parvient à présenter des programmes globaux et intégrés pouvant réellement transformer les économies de ces pays. Face à un manque d'expérience, de priorités claires et de programmes pour construire et financer des plans de croissance ambitieux, il est difficile pour ces quatre pays de transformer en résultats leurs raisonnables et, en général, bien intentionnés agendas économiques.

Deux ans après le *Printemps arabe*, la performance économique des pays où la politique est dominée par les islamistes, s'est avérée très mauvaise. Le chômage augmente, l'économie a ralenti et, pour l'instant, et il règne un haut niveau d'incertitude politique sur l'avenir économique. Les luttes politiques et l'hégémonie sur l'État et ses institutions ont été au cœur du jeu. Les islamistes n'ont pas un plan clair pour pouvoir réformer ces institutions qui les aideraient à honorer leurs engagements.

En conclusion, bien que l'agenda économique semble résonnant sur le papier, avec un fort cadre idéologique, la mise en œuvre et la réussite des objectifs et d'une mobilisation des ressources pour surmonter les difficultés s'est avérée beaucoup plus difficile, ce qui peut se retourner contre les partis islamiques, dans l'avenir. ■